

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work – Fatherland

NATIONAL INSTITUTE OF
STATISTICS

Les Comptes Nationaux de 2016

- *Environnement économique international* 1
- *Situation économique nationale en 2016* 2
 - *Offre boostée par le secteur tertiaire* 2
 - *Contraction de la demande intérieure* 4
- *Perspectives pour 2017* 5
- *Annexes* 6

Août 2017

En 2016, l'économie nationale résiste dans un environnement international morose, caractérisé par un ralentissement de la croissance mondiale, une baisse des prix de pétrole brut et de certains produits de base. Au plan national, l'insécurité transfrontalière a également impacté négativement les activités économiques. Le taux de croissance de l'économie a ralenti en 2016 pour se situer à 4,5% alors qu'il était de 5,7%¹ en 2015.

Du côté de l'offre, la croissance est principalement tirée par le secteur tertiaire qui croît de 4,5% et contribue à hauteur de 2,3 points à la croissance du PIB. Les branches du « commerce et réparation de véhicules » et dans une moindre mesure celles des « administrations publiques » et des « transports » ont porté la croissance dans ce secteur. Le fait marquant est une reprise vigoureuse du secteur primaire, en particulier les branches de l'« agriculture vivrière » et de l'« agriculture industrielle et d'exportation » qui contribuent chacune à hauteur de 0,4 point à la croissance. En revanche, la baisse observée dans la branche de « l'extraction d'hydrocarbures » a fortement influencé les performances du secteur secondaire qui contribue de 0,9 points à la croissance contre 2,5 points en 2015. Les branches des « bâtiments et travaux publics » et des « autres industries manufacturières » affichent néanmoins de bons résultats en 2016.

Du côté de la demande, la performance observée en 2016 est soutenue par la consommation finale des ménages qui contribue pour 2,5 points à la croissance du PIB et dans une moindre mesure, par l'investissement privé et public.

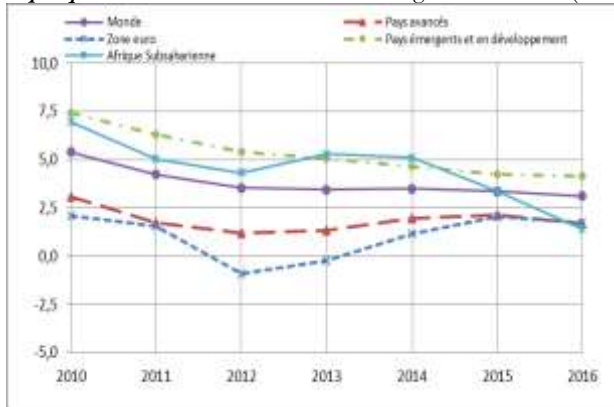
■ ■ Environnement économique

international

...Une croissance mondiale modérée

D'après le FMI²¹, la croissance de l'économie mondiale se situe à 3,1% en 2016 contre 3,4% en 2015, sous l'effet du ralentissement de l'activité dans les pays avancés notamment les Etats-Unis et les pays de la zone Euro.

Graphique 1 : Taux de croissance dans les régions du monde (en%)



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2017.

En effet, la croissance des pays avancés se situe à 1,7% en 2016 contre 2,1% en 2015. Les Etats-Unis perdent 1 point de croissance pour se situer à 1,6% en 2016 après 2,6% ; Les pays de la zone Euro

¹Ce taux était de 5,8% dans l'ancienne base des comptes nationaux selon le SCN 93 (voir encadré en page 2 pour plus de détails).

²Perspectives de l'économie mondiale, Avril 2017.

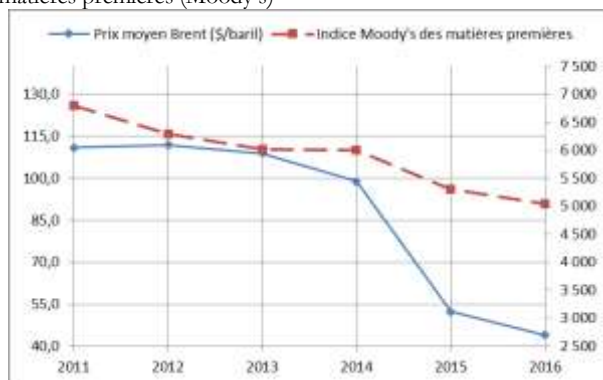
enregistrent une évolution de 1,7% en 2016 contre 2,0% en 2015. Le Royaume-Uni affiche également une baisse de l'activité (0,9% en 2016 après 1,2% en 2015) que l'on pourrait lier à sa sortie de la zone Euro (Brexit).

Au sein des pays émergents et pays en développement, la croissance est restée à son niveau de 2015 (4,1%). Malgré la perte de 0,2 point de croissance, la Chine conserve un niveau d'activité élevé en 2016 (6,7%).

En Afrique subsaharienne, l'activité économique a accusé un grand recul en raison principalement de la poursuite à la baisse des prix des produits de base et la mauvaise performance enregistrée par le Nigeria et l'Afrique du sud: La croissance s'établit en 2016 à 1,4% contre 3,4% en 2015. Le Nigeria et l'Afrique du sud présentent respectivement des évolutions de -1,5% et 0,3% en 2016 après 2,7% et 1,3% en 2015.

La croissance au sein de la CEMAC a fortement reculé malgré la résistance de l'économie camerounaise caractérisée par une relative diversification de sa production. La zone affiche une croissance négative en 2016 (-0,7% après 2,1% en 2015). La zone reste affectée par le nouvel environnement international marqué par des prix bas des matières premières, en particulier le pétrole brut, avec pour conséquences des pertes de recettes budgétaires et des pressions sur sa balance de paiements.

Graphique 2 : Evolution du prix du pétrole brut et de l'indice des matières premières (Moody's)



Source : CNUCED (cours du pétrole) et INSEE (Indice Moody's).

■ ■ Situation économique nationale en 2016

...replide la croissance en 2016

Avec un taux de croissance de 4,5% en 2016 contre 5,7% en 2015, la croissance économique nationale perd 1,2 point. L'économie nationale subit ainsi les contre-chocs de la baisse des cours des matières premières, notamment le pétrole, qu'elle exporte sur le marché international, de l'insécurité transfrontalière et de la mauvaise conjoncture économique dans la sous-région CEMAC.

Hors pétrole, la croissance est néanmoins plus dynamique. Elle s'établit à 5,1% en 2016 contre 4,4% en 2015.

Encadré : Arrimage à la nouvelle série des comptes nationaux

L'Institut National de la Statistique (INS) s'est arrimé aux nouvelles recommandations internationales en adoptant la nomenclature des activités (CITI rév. 4) et le nouveau Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN2008) pour élaborer la nouvelle série des comptes nationaux du Cameroun de 2005 à 2015.

Les travaux de rétopolation sur la période de 1993 à 2004 ont également été réalisés afin de disposer d'une série longue et homogène de 1993 à 2015, selon un même Système, le SCN2008.

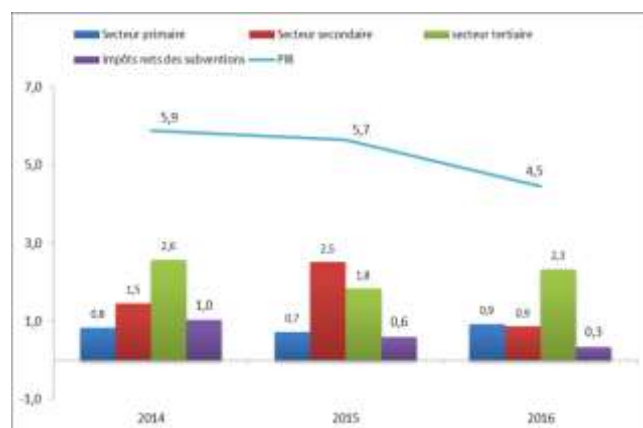
Cet arrimage est à l'origine de la révision du taux de croissance en 2015. En effet, le taux de croissance en 2015 est passé de 5,8% dans l'ancienne série des comptes nationaux selon le SCN1993 à 5,7% dans la nouvelle série utilisant le SCN2008

S'agissant des prix à la consommation, les tensions inflationnistes sont restées contenues à l'échelle mondiale, en lien avec la baisse des prix de l'énergie et des matières premières. Ainsi, l'inflation s'est établie à 0,4% en 2016 pour les pays avancés, contre 0,1% en 2015. Au sein des pays émergents et en développement le taux d'inflation a légèrement reculé, passant de 4,7% en 2015 à 4,5% en 2016. Dans la CEMAC, le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est fixé à 1,1 % en 2016 contre 2,5 % en 2015.

• Offre boostée par le secteur tertiaire

La performance de 2016 s'explique par une bonne tenue de l'offre portée par le secteur tertiaire qui contribue pour 2,3 points à la croissance du PIB après 1,8 point en 2015 ; Quant aux secteurs primaire et secondaire, ils contribuent chacun à 0,9 point à la croissance nationale.

Graphique 3 : Contribution des secteurs d'activité à la croissance du PIB réel (en points de croissance)



...Accélération de la croissance dans le secteur primaire

L'évolution de l'activité dans le secteur primaire est estimée à 6,8% en 2016 contre 5,3% en 2015. Cette progression contribue pour 0,9 point à la croissance du PIB. La croissance du secteur primaire est tirée principalement par la branche « Agriculture » qui enregistre une évolution de 7,9% en 2016 et, dans une moindre mesure, par la branche « élevage et chasse » dont la valeur ajoutée a décéléré, à cause de l'impact négatif de la grippe aviaire sur la filière avicole.

L'embellie des activités dans la branche de l'« Agriculture industrielle et d'exportation » s'explique par une hausse de 20% de la

production de cacao qui passe de 245 699 tonnes en 2015 à 295 295 tonnes en 2016.

Les investissements réalisés dans la filière cacao/café en 2012/2013, l'introduction des techniques agricoles modernes à travers la mécanisation, la distribution de plants et des semences à haut rendement, et le renforcement de l'encadrement des producteurs sont autant de facteurs qui donnent de la vigueur à ce secteur.

... chute de la croissance du secteur secondaire

En 2016, la croissance du secteur secondaire chute avec un taux de croissance qui s'établit à 3,2% contre 9,6% en 2015. Ce secteur contribue à la croissance du PIB de 0,9 point contre 2,5 points en 2015.

L'évolution du secteur secondaire est portée par les branches des « Bâtiments et travaux publics (BTP) » qui contribue pour 0,5 point. La poursuite des grands chantiers d'infrastructures routières ainsi que les ouvrages d'art, la construction des routes dites de désenclavement des bassins de productions agricole, pastorale et touristique et le volet routier du Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la croissance économique (PLANUT) sont autant d'actions qui contribuent à la performance de ce secteur.

Les « Autres Industries manufacturières » contribuent pour 0,4 point à la croissance et plus singulièrement la branche du « raffinage de pétrole brut » qui a bénéficié des appuis de l'Etat destinés à financer le plan d'extension des capacités productives, et diminuer ainsi les importations de produits raffinés et la branche de « fabrication de ciment » dont la production a substantiellement augmenté avec l'installation de quatre (4) usines de production. La croissance dans la branche de l'« électricité » ralentit et se situe à 3,7% contre 8,9% en 2015. La mise en service prochaine des projets hydroélectriques va raffermir davantage les activités de distribution d'eau et d'électricité.

Par contre, la branche des « Industries Extractives » enregistre une contreperformance et contribue à -0,3 point à la croissance après 1,5 point en 2015, du fait du vieillissement des champs, et la faiblesse des investissements dans le secteur à cause des cours actuellement non attractifs pour justifier l'exploitation des champs marginaux.

... accélération de l'activité dans le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire progresse de 4,5% en 2016 après 3,4% observée en 2015, soit une augmentation de 1,1 point de pourcentage.

Cette performance est imputable au dynamisme de toutes les branches d'activité et plus particulièrement les branches du « Commerce, restaurants et hôtels », des « Transports » et « informations et télécommunications » qui ont bénéficié des effets de l'organisation de la CAN féminine de 2016, de la diversification des services de télécommunications (internet, téléphonie mobile, télévision), de l'inclusion et des innovations financières (monétique, mobile money).

... poursuite de la baisse des importations

En 2016, les importations en volume ont chuté de 3,1% après une baisse de 0,3% observée en 2015. Ce repli s'explique par la baisse des importations des biens (-4,8%). Cependant, on observe un regain de croissance des importations des services de 2,7% après une baisse de 5,2% en 2015.

La baisse des importations des biens est essentiellement imputable aux produits énergétiques, aux produits céréaliers et leurs dérivés, aux produits chimiques, aux produits métalliques de base et ouvrages en métaux et aux machines et appareils mécaniques ou électriques dont les quantités importées sont en baisse en 2016.

En raison d'une baisse des prix des principaux produits importés, la baisse du déflateur des importations s'amplifie à 8,5% après 2,7% en 2015. Cette baisse est plus prononcée sur les importations des biens (-11,6%).

Les faits majeurs ayant marqué l'évolution des importations en 2016 sont entre autres :

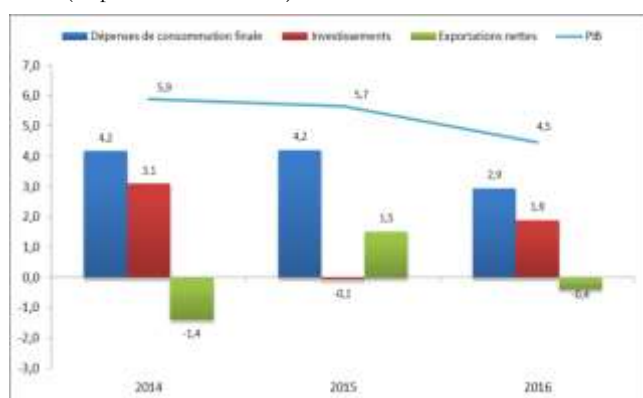
- ✓ L'entrée en vigueur des APE entre le Cameroun et l'Union européenne le 04 Aout 2016;
- ✓ L'installation des nouvelles cimenteries et l'interdiction des importations du ciment qui a entraîné une hausse des importations du clinker;
- ✓ La mauvaise conjoncture des cours mondiaux du pétrole brut ;

- ✓ La révision à 5% des droits de douanes sur le riz en janvier 2016; et
- ✓ La construction et la réhabilitation des stades et des infrastructures sportives pour les CAN 2016 et 2019.

● ...contraction de la demande intérieure

Du côté de la demande, la consommation finale, principal moteur de la croissance, se contracte. Elle croît de 3,6% en 2016 après 5,2% en 2015 et ne contribue que de 2,9 points à la croissance du PIB en 2016 après 4,2 points en 2015.

Graphique 4 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (en points de croissance)



...la consommation finale privée recule

Les dépenses de consommation finale privée ralentissent en 2016 (+3,7% après +5,3% en 2015). Leur contribution à la croissance du PIB baisse à 2,5 points contre 3,6 points en 2015.

Ce ralentissement s'explique par la baisse de la consommation de certains produits ayant connus des tensions inflationnistes en 2016, notamment les féculents, les huiles et graisses, les produits laitiers, les boissons et les services d'hôtellerie et de restauration.

...ralentissement de la consommation finale publique

Les dépenses de consommation finale publique résistent à la baisse. Elles croissent à un rythme moins élevé en 2016 à 3,5% après 4,7% en 2015. Leur contribution à la croissance du PIB reste presque stable : 0,5 point après 0,6 point en 2015.

...accélération des investissements

Les dépenses d'investissement soutiennent la croissance et atténuent le repli de la consommation finale. Elles croissent de 7,5% en 2016 après -0,3% en 2015 et contribuent de 1,9 point à la croissance du PIB après une baisse de 0,1 point en 2015.

...rebond de l'investissement privé

L'embellie de l'investissement est en grande partie le fait de l'investissement privé qui s'est accru de 6,4% en 2016 après une quasi-stagnation (-0,2%) en 2015. Leur contribution à la croissance du PIB s'établit à 1,3 point après -0,1 point en 2015.

...accélération de l'investissement public

Les dépenses d'investissement public s'accroissent de 11,2% en 2016 après une légère baisse de 0,6% observée en 2015. Cette accélération est liée aux travaux publics notamment le démarrage effectif des investissements programmés dans le cadre du Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la croissance (PLANUT), démarrage initialement prévu en 2015. En effet, le taux d'exécution physico-financière du budget d'investissement public (BIP) s'est amélioré en 2016 pour se situer à 96% contre 91% en 2015. Ce taux pourrait, grâce aux mesures annoncées par le Gouvernement, l'être davantage en 2017 et 2018.

...des exportations de nouveau en baisse

Les exportations en volume de biens et services ont chuté de 5,7% en 2016 après une hausse de 6,4% observée en 2015. Cette baisse marque la rupture avec la hausse continue que l'on observe depuis 2010.

La baisse des exportations en volume est liée à celles des exportations des biens qui enregistrent un recul de 7,8% après des hausses de plus de 10% observées en 2014 et 2015. Les principaux produits concernés sont les huiles brutes de pétrole, le cacao brut en fèves, les carburants et lubrifiants, les bois brut, l'aluminium brut et le coton brut.

Cependant, les exportations des services sont de nouveau en hausse de 2,4% après des baisses consécutives observées en 2015 et en 2014.

La part des exportations dans le PIB chute à 18,1% alors qu'elle était de 22,3% en 2015 et sa contribution à la croissance passe de 1,4 point en 2015 à -1,3 point en 2016.

Le prix des exportations se détériore d'avantage avec des baisses de 10,0% pour les biens et 1,6% pour les services. Cette mauvaise conjoncture résulte principalement de la baisse des cours mondiaux des matières premières, et principalement ceux des produits pétroliers.

Perspectives pour 2017

Dans la mise à jour en juillet 2017 des perspectives de l'économie mondiale, le FMI anticipe une reprise de la croissance mondiale qui devrait s'établir à 3,5% en 2017 après 3,1% en 2016. En Afrique subsaharienne, les perspectives demeurent peu reluisantes comparées à la croissance mondiale. Elle pourrait s'établir à 2,6% après 1,4% en 2016.

La performance de l'économie nationale en 2017 et peut-être au-delà, encore freinée par la menace sécuritaire dans certaines localités du pays, dépendra, dans une certaine mesure, de la bonne exécution du Programme Economique et Financier conclu le 26 juillet 2017 avec le Fonds Monétaire International (FMI) au titre de la Facilité Elargie de Crédit,

Programme soutenu par d'autres partenaires du Gouvernement, notamment la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement.

Cette performance sera aussi influencée par d'autres facteurs tels que la poursuite des grands chantiers d'infrastructures routières et sportives liés à la CAN 2019, la mise en service de certains barrages hydroélectriques, la mise en œuvre progressive des accords de partenariat économique (APE) avec l'Union Européenne, la baisse continue de la production pétrolière.

Sous ces perspectives, le taux de croissance économique pourrait se situer entre 4% et 4,5% en 2017.

Les comptes nationaux du Cameroun, selon le SCN 2008.

Tableau 1: PIB courant, optique production (en milliards de FCFA)

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Production	23 543,7	25 005,9	26 283,7	28 207,1	29 313,6	30 040,2
2. Consommation intermédiaire	10 566,9	11 064,8	11 261,6	12 105,4	12 485,5	12 464,1
3. Valeur Ajoutée (1-2)	12 976,8	13 941,1	15 022,1	16 101,7	16 828,1	17 576,1
4. Impôts sur les produits	866,4	917,5	959,2	1 174,6	1 457,2	1 528,9
PIB (3+4)	13 843,1	14 858,6	15 981,3	17 276,3	18 285,4	19 105,0

Tableau 2: PIB constant 2005, optique production (en milliards de FCFA)

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Production	19 568,6	20 252,1	21 113,0	22 408,8	23 423,9	24 157,1
2. Consommation intermédiaire	8 611,9	8 782,6	9 017,2	9 686,2	10 011,6	10 150,8
3. Valeur Ajoutée (1-2)	10 956,7	11 469,5	12 095,8	12 722,6	13 412,3	14 006,2
4. Impôts sur les produits	743,4	762,2	796,9	928,8	1 010,6	1 058,5
PIB	11 700,1	12 231,7	12 892,7	13 651,4	14 422,9	15 064,8

Tableau 3: PIB constant 2005, optique production (évolution des volumes en %)

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Production	2,8	3,5	4,3	6,1	4,5	3,1
2. Consommation intermédiaire	1,6	2,0	2,7	7,4	3,4	1,4
3. Valeur Ajoutée (1-2)	3,8	4,7	5,5	5,2	5,4	4,4
4. Impôts sur les produits	9,4	2,5	4,5	16,5	8,8	4,7
PIB	4,1	4,5	5,4	5,9	5,7	4,5

Tableau 4 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (en milliards de FCFA)

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	1 866,0	2 038,8	2 221,2	2 457,8	2 701,2	2 928,8
Agriculture	1 309,0	1 428,3	1 571,5	1 720,7	1 889,9	2 056,0
Elevage et chasse	192,5	223,1	232,2	243,9	261,1	285,4
Sylviculture et exploitation forestière	314,5	333,6	361,2	434,0	486,0	512,7
Pêche et pisciculture	50,1	53,9	56,3	59,3	64,2	74,7
Secteur secondaire	3 764,2	4 182,4	4 415,7	4 688,8	4 604,6	4 678,2
Industries extractives	983,1	1 101,9	1 092,4	1 164,5	803,2	679,5
dont extraction d'hydrocarbures	968,2	1 087,5	1 077,3	1 148,7	783,5	657,0
Industries Agro-alimentaires	879,3	957,4	1 050,9	1 084,2	1 175,2	1 220,1
Autres Industries manufacturières	1 153,8	1 283,0	1 345,3	1 407,6	1 506,0	1 582,9
Production et distribution d'électricité	92,1	101,3	106,1	133,4	135,9	140,1
Production et distribution d'eau et assainissement	90,0	95,3	100,1	105,5	117,5	119,4
BTP	565,9	643,6	720,8	793,6	866,8	936,2
Secteur tertiaire	7 346,5	7 720,0	8 385,2	8 955,2	9 522,3	9 969,2
Commerce, réparation véhicules	2 276,4	2 436,2	2 584,2	2 790,6	2 891,8	2 948,0
Restaurants et hôtels	449,6	483,2	536,3	555,4	677,4	758,8
Transports, entrepôts, communications	797,6	823,8	930,5	993,6	1 094,1	1 149,9
Informations et télécommunications	284,7	291,7	301,7	322,3	331,1	345,6
Banques et organismes financiers	465,8	381,3	431,5	466,7	499,0	531,5
Administration publique, sécurité sociale	676,2	737,9	818,1	873,2	936,6	1 004,4
Education	417,4	443,6	478,8	517,7	553,9	604,0
Santé et action sociale	307,4	324,5	343,7	367,0	365,0	383,6
Autres services	1 671,6	1 797,8	1 960,6	2 068,7	2 173,4	2 243,3
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	12 976,8	13 941,1	15 022,1	16 101,7	16 828,1	17 576,1
Impôts et taxes nets des Subventions	866,4	917,5	959,2	1 174,6	1 457,2	1 528,9
PIB	13 843,1	14 858,6	15 981,3	17 276,3	18 285,4	19 105,0

Tableau 5 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (évolutions des volumes en %)

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	2,6	3,7	7,0	6,2	5,3	6,8
Agriculture	2,6	3,7	7,3	4,7	6,3	7,9
Elevage et chasse	5,0	4,1	9,8	5,7	7,2	4,9
Sylviculture et exploitation forestière	1,2	2,7	4,7	13,8	0,2	3,8
Pêche et pisciculture	2,8	5,9	2,4	3,0	3,1	4,3
Secteur secondaire	3,4	5,1	6,9	5,5	9,6	3,2
Industries extractives	-6,7	3,5	8,4	14,3	24,8	-3,5
dont extraction d'hydrocarbures	-6,9	3,7	8,4	14,4	24,8	-3,7
Industries Agro-alimentaires	9,3	5,5	6,8	1,9	1,9	2,3
Autres Industries manufacturières	6,7	5,8	5,1	0,4	4,0	5,4
Production et distribution d'électricité	10,3	5,0	12,2	12,6	8,9	3,7
Production et distribution d'eau et assainissement	2,3	5,1	4,1	4,0	10,0	1,5
BTP	3,2	5,4	8,0	7,5	8,4	10,7
Secteur tertiaire	4,3	4,7	4,4	4,8	3,4	4,5
Commerce, réparation véhicules	3,6	6,9	2,7	6,4	3,5	4,6
Restaurants et hôtels	-5,8	-4,0	-7,0	-2,1	2,2	6,8
Transports, entrepôts, communications	5,0	5,5	8,2	3,0	4,3	4,3
Informations et télécommunications	12,8	4,1	8,0	7,3	5,1	6,8
Banques et organismes financiers	12,7	17,4	14,6	5,6	6,9	5,2
Administration publique, sécurité sociale	6,2	1,8	4,4	4,7	4,6	3,7
Education	3,6	4,6	4,7	6,4	4,3	5,8
Santé et action sociale	4,9	3,7	4,1	4,5	-2,9	3,2
Autres services	3,2	2,9	4,3	3,5	2,2	3,8
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	3,8	4,7	5,5	5,2	5,4	4,4
Impôts et taxes nets des Subventions	9,4	2,5	4,5	16,5	8,8	4,7
PIB	4,1	4,5	5,4	5,9	5,7	4,5

Tableau 6: Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	0,4	0,5	0,9	0,8	0,7	0,9
Agriculture	0,2	0,4	0,7	0,4	0,6	0,8
Elevage et chasse	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Sylviculture et exploitation forestière	0,0	0,1	0,1	0,3	0,0	0,1
Pêche et pisciculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	0,9	1,3	1,8	1,5	2,5	0,9
Industries extractives	-0,4	0,2	0,5	0,8	1,5	-0,3
dont extraction d'hydrocarbures	-0,4	0,2	0,5	0,8	1,5	-0,3
Industries Agro-alimentaires	0,6	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1
Autres Industries manufacturières	0,5	0,5	0,4	0,0	0,3	0,4
Production et distribution d'électricité	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0
Production et distribution d'eau et assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
BTP	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5
Secteur tertiaire	2,3	2,6	2,4	2,6	1,8	2,3
Commerce, réparation véhicules	0,6	1,2	0,5	1,1	0,6	0,8
Restaurants et hôtels	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1
Transports, entrepôts, communications	0,3	0,3	0,5	0,2	0,3	0,2
Informations et télécommunications	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2
Banques et organismes financiers	0,3	0,4	0,4	0,1	0,2	0,1
Administration publique, sécurité sociale	0,5	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3
Education	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
Santé et action sociale	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,1
Autres services	0,4	0,4	0,5	0,4	0,3	0,4
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	3,6	4,4	5,1	4,9	5,1	4,1
Impôts et taxes nets des Subventions	0,6	0,2	0,3	1,0	0,6	0,3
PIB	4,1	4,5	5,4	5,9	5,7	4,5

Tableau 7: Le PIB et ses emplois (en milliards de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Dépense de Consommation Finale	11 203,0	12 091,8	13 011,8	14 016,6	15 168,4	15 788,0
dont privée	9 526,5	10 276,3	11 041,9	11 916,9	12 923,6	13 434,6
publique	1 676,6	1 815,4	1 969,9	2 099,7	2 244,9	2 353,4
2. FBCF	3 348,4	3 382,3	3 614,4	4 101,3	4 214,3	4 302,8
dont privée	2 652,9	2 651,6	2 828,7	3 284,1	3 400,3	3 418,9
publique	695,4	730,7	785,8	817,2	814,0	884,0
3. Variation des stocks	-6,1	1,2	69,4	54,8	-119,1	-63,1
4. INVESTISSEMENT (2+3)	3 342,2	3 383,6	3 683,8	4 156,1	4 095,2	4 239,7
5. Exportations nettes	-702,1	-616,7	-714,4	-896,4	-978,2	-922,7
6. Exportations	3 589,8	3 880,8	4 086,1	4 308,4	4 070,3	3 550,4
Exportations des biens	2 670,9	2 917,4	3 032,0	3 252,9	3 091,7	2 564,4
Exportations des services	918,9	963,4	1 054,0	1 055,5	978,6	986,0
7. Importations	4 292,0	4 497,5	4 800,4	5 204,8	5 048,5	4 473,1
Importations des biens	3 356,9	3 442,4	3 579,8	3 940,3	3 822,2	3 215,8
Importations des services	935,1	1 055,1	1 220,7	1 264,5	1 226,3	1 257,3
PIB (1+4+5)	13 843,1	14 858,6	15 981,3	17 276,3	18 285,4	19 105,0

Tableau 8: Le PIB et ses emplois (évolutions des volumes en %)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Dépense de Consommation Finale	3,7	4,4	6,1	5,1	5,2	3,6
dont privée	3,0	4,6	6,2	5,3	5,3	3,7
publique	6,9	3,5	5,5	4,3	4,7	3,5
2. FBCF	11,8	2,7	5,6	13,0	2,5	6,5
dont privée	5,4	1,6	5,4	15,6	3,3	4,9
publique	45,4	6,9	6,2	3,6	-0,6	13,3
3. Variation des stocks	101,1	2,8	175,1	-37,7	-262,8	-44,6
4. INVESTISSEMENT (2+3)	12,1	2,7	6,8	12,0	-0,3	7,4
5. Exportations nettes	32,2	-3,9	19,3	19,1	-18,7	6,0
6. Exportations	7,8	3,2	4,2	5,3	6,4	-5,7
Exportations des biens	-0,7	4,1	2,8	10,4	10,8	-7,8
Exportations des services	39,4	0,9	7,8	-8,2	-7,5	2,4
7. Importations	12,6	1,6	7,5	8,6	-0,3	-3,1
Importations des biens	17,1	-0,6	5,5	10,9	1,1	-4,8
Importations des services	-1,1	9,6	14,1	1,7	-5,2	2,7
PIB (1+4+5)	4,1	4,5	5,4	5,9	5,7	4,5

Tableau 9: Contribution des emplois à la croissance réelle du PIB (en pourcentage)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Dépense de Consommation Finale	3,0	3,6	4,9	4,2	4,2	2,9
dont privée	2,0	3,1	4,1	3,6	3,6	2,5
publique	0,9	0,5	0,8	0,6	0,6	0,5
2. FBCF	2,8	0,7	1,4	3,3	0,7	1,7
dont privée	1,1	0,3	1,1	3,1	0,7	1,0
publique	1,7	0,4	0,3	0,2	0,0	0,7
3. Variation des stocks	0,1	0,0	0,3	-0,2	-0,8	0,2
4. INVESTISSEMENT (2+3)	2,9	0,7	1,7	3,1	-0,1	1,9
5. Exportations nettes	-1,8	0,3	-1,2	-1,4	1,5	-0,4
6. Exportations	1,7	0,7	0,9	1,2	1,4	-1,3
Exportations des biens	-0,1	0,7	0,5	1,7	1,8	-1,4
Exportations des services	1,8	0,1	0,5	-0,5	-0,4	0,1
7. Importations	3,5	0,5	2,2	2,6	-0,1	-0,9
Importations des biens	3,6	-0,1	1,2	2,4	0,3	-1,1
Importations des services	-0,1	0,6	0,9	0,1	-0,4	0,2
PIB (1+4+5)	4,1	4,5	5,4	5,9	5,7	4,5

Tableau 10 : Le PIB et ses emplois – évolutions des prix (en %)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Dépense de Consommation Finale	2,3	3,4	1,5	2,5	2,9	0,4
dont privée	1,8	3,1	1,2	2,5	3,0	0,3
publique	6,3	4,7	2,9	2,2	2,1	1,3
2. FBCF	-1,4	-1,7	1,2	0,4	0,2	-4,1
dont privée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Variation des stocks	-91,0	-119,7	1 938,3	26,8	33,6	-4,4
4. INVESTISSEMENT (2+3)	-0,8	-1,4	1,9	0,7	-1,2	-3,6
5. Exportations nettes	-14,2	-8,6	-2,9	5,4	34,2	-11,0
6. Exportations	16,0	4,7	1,1	0,2	-11,2	-7,5
Exportations des biens	20,1	4,9	1,1	-2,8	-14,2	-10,0
Exportations des services	4,5	3,9	1,5	9,0	0,3	-1,6
7. Importations	9,2	3,1	-0,7	-0,2	-2,7	-8,5
Importations des biens	9,8	3,2	-1,4	-0,8	-4,1	-11,6
Importations des services	7,6	2,9	1,4	1,9	2,3	-0,2
PIB (1+4+5)	2,7	2,7	2,0	2,1	0,2	0,0

Tableau 11 : Echanges extérieurs, principaux produits d'exportation et d'importation (en milliards de FCFA)

Produits	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Total des exportations	3 589,8	3 880,8	4 086,1	4 308,4	4 070,3	3 550,4
Produits de l'agriculture	322,0	292,5	290,4	352,7	527,1	469,4
Produits de l'élevage et de la chasse	84,6	98,4	123,1	109,1	114,0	113,7
Produits sylvicoles	94,8	104,9	110,9	123,1	132,9	100,5
Produits énergétiques	939,6	1 093,4	1 281,7	1 396,2	1 134,4	819,2
Produits de l'industrie agro-alimentaire	109,5	115,1	120,8	105,2	109,6	113,0
Produits de l'industrie textile et de l'habillement	47,6	93,3	98,3	80,8	99,0	91,0
Produits du travail du bois et articles en bois	265,1	315,6	313,2	306,4	321,8	339,1
Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	461,0	499,1	364,8	375,0	317,6	253,9
Transports et entreposage	327,5	338,1	362,4	328,2	327,3	293,3
Services professionnels, scientifiques et tec	268,3	269,3	226,7	241,3	191,1	201,8
Correction territoriale	173,1	175,7	261,5	269,9	301,5	338,8
Total des importations	4 292,0	4 497,5	4 800,4	5 204,8	5 048,5	4 473,1
Produits de l'agriculture	95,9	115,2	109,3	109,5	116,8	107,1
Produits de l'élevage et de la chasse	71,4	33,7	51,5	36,4	41,5	38,0
Produits énergétiques	764,4	664,0	493,2	708,3	456,8	314,2
Autres produits d'extraction	42,9	55,1	50,1	58,6	77,5	92,0
Produits de l'industrie agro-alimentaire	509,7	554,2	706,9	587,9	641,4	570,6
Produits de l'industrie textile et de l'habillement	115,7	109,8	109,5	99,8	142,2	112,7
Papiers et cartons ; produits édités et imprimerie	82,7	85,4	97,5	88,6	106,2	94,4
Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	92,4	344,2	341,0	370,9	309,0	167,8
Produits chimiques	331,7	334,1	361,4	392,4	449,0	374,3
Produits minéraux non métalliques et m	142,4	150,5	186,1	202,0	199,0	159,9
Produits métalliques de base et ouvrages en m	216,5	208,2	232,1	256,3	302,6	261,9
Machines, appareils électriques et matériels	425,9	404,5	420,1	474,3	442,1	372,4
Equipements et appareils audiovisuels et de c	87,8	95,4	146,6	178,5	153,4	219,5
Matériel de transport	305,7	210,6	195,2	292,5	266,0	223,4
Transports et entreposage	417,1	470,3	483,1	504,0	524,9	502,6
Services professionnels, scientifiques et tec	128,1	192,2	303,9	307,2	214,5	224,1
Correction territoriale	197,8	221,8	268,1	276,5	363,1	392,6
Solde commercial	-702,1	-616,7	-714,4	-896,4	-978,2	-922,7

Tableau 12 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (base 100=2005) (en milliards de FCFA)

Libellé	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	1 572,5	1 630,0	1 744,5	1 852,4	1 950,4	2 083,5
Agriculture	1 101,2	1 142,3	1 226,0	1 283,3	1 364,8	1 473,0
Elevage et chasse	167,1	173,9	191,0	201,8	216,3	226,8
Sylviculture et exploitation forestière	259,1	266,1	278,7	317,0	317,5	329,5
Pêche et pisciculture	45,1	47,7	48,8	50,3	51,9	54,1
Secteur secondaire	3 022,5	3 177,0	3 395,9	3 583,3	3 925,7	4 049,6
Industries extractives	662,9	686,0	743,4	849,4	1 059,8	1 022,4
dont extraction d'hydrocarbures	652,6	676,7	733,9	839,7	1 048,4	1 009,7
Industries Agro-alimentaires	741,0	782,0	835,1	851,2	867,6	887,5
Autres Industries manufacturières	913,4	966,4	1 015,9	1 019,9	1 061,2	1 118,5
Production et distribution d'électricité	67,8	71,2	79,9	89,9	97,9	101,5
Production et distribution d'eau et assainissement	80,2	84,3	87,7	91,2	100,4	101,9
BTP	557,3	587,2	633,9	681,7	739,0	817,8
Secteur tertiaire	6 361,8	6 662,5	6 955,4	7 286,8	7 536,2	7 873,1
Commerce, réparation véhicules	1 969,3	2 105,6	2 162,2	2 299,8	2 379,3	2 487,6
Restaurants et hôtels	267,3	256,7	238,6	233,6	238,8	255,0
Transports, entrepôts, communications	674,0	710,7	769,2	792,0	826,2	861,6
Informations et télécommunications	261,0	271,6	293,2	314,6	330,5	352,9
Banques et organismes financiers	251,3	295,0	338,2	357,3	381,9	401,6
Administration publique, sécurité sociale	879,7	895,6	934,9	978,7	1 023,9	1 061,6
Education	361,8	378,4	396,1	421,3	439,5	465,0
Santé et action sociale	261,4	271,2	282,3	295,0	286,4	295,7
Autres services	1 435,9	1 477,7	1 540,7	1 594,4	1 629,7	1 692,1
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	10 956,7	11 469,5	12 095,8	12 722,6	13 412,3	14 006,2
Impôts et taxes nets des Subventions	743,4	762,2	796,9	928,8	1 010,6	1 058,5
PIB	11 700,1	12 231,7	12 892,7	13 651,4	14 422,9	15 064,8

Tableau 13 : Le PIB réel et ses emplois (base 100=2005) (en milliards de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1. Dépense de Consommation Finale	9 489,5	9 907,4	10 507,9	11 045,7	11 620,7	12 044,2
dont privée	7 844,8	8 205,8	8 713,4	9 173,6	9 660,7	10 014,9
publique	1 644,8	1 701,6	1 794,5	1 872,2	1 960,1	2 029,3
2. FBCF	2 999,6	3 081,4	3 252,4	3 675,1	3 768,3	4 012,5
dont privée	2 376,6	2 415,7	2 545,4	2 942,8	3 040,5	3 188,2
publique	623,0	665,7	707,1	732,3	727,8	824,3
3. Variation des stocks	22,5	23,1	63,5	39,5	-64,4	-35,7
4. INVESTISSEMENT (2+3)	3 022,1	3 104,4	3 315,9	3 714,6	3 704,0	3 976,8
5. Exportations nettes	-811,5	-780,1	-931,1	-1 109,0	-901,9	-956,2
6. Exportations	2 679,0	2 766,1	2 880,9	3 032,6	3 225,7	3 042,2
Exportations des biens	1 945,6	2 025,8	2 083,1	2 299,9	2 548,3	2 348,3
Exportations des services	733,4	740,3	797,8	732,8	677,5	693,8
7. Importations	3 490,5	3 546,2	3 812,0	4 141,6	4 127,6	3 998,4
Importations des biens	2 737,6	2 721,0	2 870,6	3 184,5	3 220,3	3 066,4
Importations des services	753,0	825,3	941,4	957,1	907,3	932,0
PIB (1+4+5)	11 700,1	12 231,7	12 892,7	13 651,4	14 422,9	15 064,8

Equipe Technique

Supervision générale

1. TEDOU Joseph, *Directeur Général, Institut National de la Statistique (INS)*
2. SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, *Directeur Général Adjoint, INS*

Coordination technique

1. NEPETSOUN, *Chef du Département des Synthèses Economiques*
2. NGHOGUE VOUFO LéonelErith, *Chef de Division de la Comptabilité Nationale*
3. NGUINGNAND Bernard, *Chef de Division des Analyses Conjoncturelles*

Equipe de rédaction et de relecture

1. TALOM Alain, *Chargé d'Etudes*
2. DEFFO Achille Carlos, *Chargé d'Etudes*
3. NGOUANA Serges, *Chargé d'Etudes*
4. KAMSU KAGO Brice, *Chargé d'Etudes*
5. TCHOUALA TIOBOU Marcial, *Chargé d'Etudes*

Institut National de la Statistique

BP : 134 Yaoundé - Cameroun

Tél : (237) 222 22 04 45

Fax : (237) 222 23 24 37

Site Web: www.statistics-cameroon.org

*Une Publication du Département des Synthèses
Economiques*

© INS, Août 2017